

Dans toute l'Italie, des bombes contre les migrants : à quand la guerre civile ?



Article rédigé par www.bvoltaire.fr, le 09 août 2017

J'ai souvent exposé ici ma vision : notre pays et l'Europe tout entière se dirigent inexorablement vers une guerre civile. En effet, la situation non maîtrisée de l'immigration devient de plus en plus explosive. Aujourd'hui la majorité des autochtones sont passés de la méfiance au rejet. Demain, la situation perdurant, des tensions apparaîtront qui aboutiront, si rien n'est fait, à un embrasement national puis européen.

L'Italie est le meilleur exemple d'un tel processus. Les incursions des sans-papiers sur les côtes italiennes ont progressé de 67 % en un an. Ce sont entre 200.000 et 250.000 clandestins qui débarqueront avant fin 2017. Face à ce flux, le gouvernement transalpin va jusqu'à réquisitionner des propriétés privées pour loger les migrants, attisant ainsi le mécontentement.

Ilgornale.it a recensé toutes les actions entreprises ces derniers mois contre des centres d'accueil et des hôtels où logent les migrants. Du nord au sud de la péninsule en passant par les îles, les troubles contre le business de l'accueil des clandestins se généralisent. Des citoyens en révolte, pour stopper l'arrivée des allochtones dans leurs villages, n'hésitent pas à utiliser bombes, cocktails Molotov et violences physiques.

Le cas le plus récent et le plus marquant s'est passé la semaine dernière en Sardaigne, où une bombe a explosé devant le centre de premier accueil de Dorgali, dans la province de Nuoro. Par chance, les 64 occupants ne furent pas blessés, même si la déflagration a provoqué un grand trou à l'extérieur du bâtiment. Ce n'est pas le premier incident dans l'île. Précédemment, trois actions du même style avaient déjà eu lieu. Le 11 octobre 2016, l'ex-caserne de Monastir, dans la province de Cagliari, avait subi un attentat incendiaire suite à la décision du préfet de transformer ce bâtiment en centre d'accueil. Même chose à Burcei, également dans la province de Cagliari, en septembre 2016 : une maison privée qui devait accueillir 25 migrants avait été dévastée. En novembre, c'est à Buddusò, village de 4.000 habitants, qu'un complexe de tourisme rural, dans l'obligation d'héberger des réfugiés, était pris pour cible et dévasté par une bombe artisanale. Les Sardes considèrent que le seuil de tolérance a été dépassé. Dans une région qui a un des plus importants taux de chômage d'Italie, ces arrivées sont perçues comme une invasion.

Le 26 juillet, à l'occasion d'un vote régional sur le tourisme, un amendement, proposé par Forza Italia, a été adopté. Cet amendement refuse que des fonds régionaux aillent aux hôtels accueillant des migrants en lieu et place de touristes.

Mais la Sardaigne n'est pas un cas isolé. Le 25 juillet, à Rocca di Papa, aux portes de Rome, une bombe a été lancée contre le mur d'enceinte d'une structure d'accueil destinée à héberger 500 Nord-Africains. En mai 2015, toujours dans la province de Rome, des habitants de Marino, avaient fait irruption dans un immeuble qui, sur décision de la préfecture, avait été choisi pour loger 78 réfugiés.

Des faits similaires ont eu lieu dans le nord, en Vénétie, dans la province de Vérone et dans le Frioul. Plus récemment, d'autres se sont produits en Lombardie et au Piémont. Même La « rouge Émilie » est touchée par la colère contre les nouveaux arrivants.

Enfin le sud, avec la Calabre et les Pouilles, n'est pas épargné, des actions analogues ont été entreprises contre les réfugiés venant des côtes libyennes.

Cette rage, qui va en s'amplifiant, est l'illustration parfaite de ce qui se passera dans le reste de l'Europe si

l'on persiste à faire de la mer Méditerranée un vaste réceptacle à migrants.